



Dr. Hüseyin Latif

Docteur en histoire
des relations
internationales

Le gouvernement australien après avoir annoncé « une opération majeure de contrôle des troupeaux de dromadaires sauvages » a tué plus de dix mille d'entre eux par l'intermédiaire de snipers embarqués dans des hélicoptères qui ont tiré sur des animaux en liberté, des êtres vivants qui essayaient simplement de connaître la vie sauvage. Le gouvernement d'Australie s'est ainsi permis de les faire abattre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ! Ces dromadaires ont en effet été importés dans les années de 1840-1907 d'Inde, de Chine, de Mongolie et d'Arabie afin de porter des matériaux pour la construction des chemins de fer et la mise en place des poteaux de télégrammes. Après avoir utilisé ces animaux, ces dromadaires ont été remis en liberté. Les dirigeants de l'époque ont déjà commis une grande erreur en important des dromadaires dans un écosystème où ils n'avaient pas leur place. Au départ, ils n'étaient que vingt milles. Mais, au fil du temps, ils se mélangés avec différentes races et, par mutation génétique, une nouvelle espèce est née : le dromadaire australien. La mise à mort de ces animaux sauvages a été officiellement présentée comme un moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans ce pays, en vertu d'un projet de loi soumis au vote du parlement en janvier 2020. Ainsi, le gouvernement fédéral compte faire de nouvelles demandes de création d'un mar-

Un projet de loi honteux en Australie

ché de crédits de carbone pour l'abat-tage afin de fournir un incitatif économique pour éliminer ces émetteurs de méthane !

Ça devient très à la mode de faire n'importe quoi au nom – soi-disant — de l'environnement et de l'écologie. Pour l'illustrer, il suffit d'évoquer le politicien – comique — Mark Dreyfus qui a déclaré sans honte qu'il espère que chaque dromadaire tué contribuera à diminuer les émissions de GES et mènera à leur extinction en Australie. Par ailleurs, des dirigeants aborigènes ont osé dire que cette décision a été prise « en raison de la menace que constituent pour les populations ces animaux qui, du fait de la sécheresse, s'approchent de plus en plus de certaines localités pour y trouver de l'eau ».

Il faut rappeler que ce type de tueries de masse n'est pas une première en Australie. L'année dernière, à la même époque, la chaîne d'information australienne

ABC¹ rapportait que 2 500 dromadaires avaient été abattus « en affirmant que ces parasites sauvages prennent des proportions de peste ».

Comme nous pouvons le constater, l'utilisation de l'argument écologique est également ancienne. Déjà en septembre 2014 des journaux titraient : « L'Australie veut tuer les dromadaires pour sauver le climat »². En 2011, le site d'information Slate.fr³ évoquait le fait que le gouvernement australien avait proposé que « l'abattage des chameaux soit considéré comme une méthode officielle de lutte contre l'émission de gaz à effet de serre », en raison du méthane généré par ces animaux. Cette raison est encore invoquée par l'APY⁴ aujourd'hui.

Nous ne pouvons qu'exhorter le gouvernement australien à trouver d'autres solutions. Les incendies qui ont ravagé le pays ces dernières semaines ont déjà suscité beaucoup trop de souffrances et de destructions. Outre les tragiques



pertes humaines, la flore a été anéantie quand des milliers d'animaux, piégés par les flammes, ont péri. Il paraît inhumain d'ajouter un nouvel acte brutal à cette douleur.

Chaque intervention humaine radicale dans la nature provoque davantage de souffrances. Certes, les recherches selon lesquelles l'hiver disparaîtra complètement sur le continent australien dans 50 ans en raison du réchauffement climatique sont extrêmement préoccupantes, mais les animaux ne sont pas responsables. La faute revient avant tout à l'Homme.

1- <https://www.abc.net.au/news/rural/2019-01-24/feral-camels-cause-chaos-as-pastoralists-shoot-thousands/10737400> (22 janvier 2020).

2- <https://www.20minutes.fr/planete/741603-20110615-australie-veut-tuer-dromadaires-sauver-climat> (22 janvier 2020).

3- <http://www.slate.fr/lien/39341/australie-tuer-chameaux-reduire-pollution> (22 janvier 2020).

4- Anangu Pitjantjatjara Yankunytjatjara.



Dr. Olivier Buirette

La Bulgarie est sans doute l'un des pays les moins connus de ce que nous pourrions appeler les « Balkans orientaux » en opposition aux Balkans occidentaux qui désignent souvent l'actuelle ex-Yougoslavie. À l'heure où la Croatie va assurer pour six mois la présidence de l'Union européenne (UE) pour la première fois depuis son adhésion en 2013, il est intéressant en ce début 2020 de revenir sur la Bulgarie qui, en 1918, fut le seul État vaincu des Balkans, mais sévèrement sanctionné aux termes du traité de paix de Neuilly-sur-Seine signé le 27 novembre 1919. Accablé de lourdes réparations notamment en nature (livraisons de bétails et autres richesses nationales) au profit de ses voisins, ce petit royaume a également subi de lourdes pertes territoriales avec à l'Ouest la restitution à la future Yougoslavie de ce qui était considéré comme la Macédoine bulgare, au Nord-Est d'un territoire important dénommé Dobroudja du Sud au profit de la création de la Grande Roumanie, et enfin — et non des moindres — la partie de son seul débouché méditerranéen sur la mer Égée (la Thrace) au profit de la Grèce qui avait choisi le camp occidental en 1916.

La Bulgarie début 2020 : Où en sommes-nous ?

Tout ceci devait profondément déstabiliser ce petit pays qui compte aujourd'hui un peu plus de sept millions d'habitants pour 111 000 km², reconstitué en 1885 après avoir été pendant presque 500 ans une province de l'Empire ottoman. État indépendant depuis 1908, la Bulgarie était alors une monarchie constitutionnelle qui fit lors des deux conflits mondiaux du XX^e siècle le choix malheureux de l'alliance avec l'Allemagne. La Bulgarie fut, en tant que République populaire dirigée par Georgi Dimitrov puis Todor Jivkov de 1945 à 1991, l'un des plus fidèles alliés du bloc soviétique. Elle devait rejoindre par la suite l'UE avec la vague d'élargissement de 2007 bien que restant considérée à l'heure actuelle comme le plus pauvre État de l'UE.

Touchée de plein fouet par la crise de 2008 et par ses suites, la Bulgarie — dirigée par la coalition de centre droit à tendance populiste (le GERB) et le Premier ministre Boiko Borissov — oscille depuis plus de dix ans (juillet 2009) entre l'influence occidentale et un certain pragmatisme qui, de plus en plus, la pousse à se tourner de nouveau vers ces puissances régionales voisines que sont la Russie et la Turquie.

À ce titre, il n'est pas surprenant d'appréhender en ce début 2020 la signature

de l'accord gazier concernant le fameux projet Turkish Stream, ce gazoduc reliant la Russie à la partie européenne de la Turquie et à la frontière grecque par la mer Noire, permettant ainsi d'alimenter l'Europe du Sud et du Sud-Est.

Ce projet présente un potentiel économique de près de 41 millions d'euros pour la Bulgarie qui ne pouvait que saisir cette aubaine. L'inauguration du gazoduc a d'ailleurs eu lieu en présence du président turc et de son homologue russe le 8 janvier dernier.

On notera donc que le pragmatisme politique semble désormais animer de nombreux pays de l'ex-bloc soviétique, ce qui permet une redistribution des cartes régionales qui était totalement imprévue il y a encore quelques années.

Que penser de ceci alors que nous abordons une nouvelle décennie ? Si la Croatie, qui a accédé à la présidence tournante de l'UE, a promis de tenter de relancer la question des élargissements, le cas de la Bulgarie, État membre de l'organisation régionale depuis 13 ans, ne pose-t-il pas le problème toujours non résolu de la crédibilité de l'UE ? Élargir ? Oui ! Mais comment ensuite maintenir l'arrimage des nouveaux venus au sein de l'UE et éviter des dérives vers des retours à d'anciens réflexes historiques ?

À ce titre, le cas de la Hongrie, qualifiée récemment par Vladimir Poutine de seul pays membre de l'OTAN qui soit favorable à la Russie, est tout à fait significatif.

En ce début 2020, pourrions-nous avancer que la Bulgarie, en se reliant ainsi à une route gazière russe moins onéreuse par l'intermédiaire de sa connexion au Turkish Stream, retourne à ses racines diplomatiques du XIX^e siècle, période où, ne l'oublions pas, la Russie tsariste permit sa renaissance en tant que nation ?

À l'aube de cette nouvelle décennie, on constate que beaucoup de lignes historiques bougent à nouveau dans cette région, et ce de manière inédite. Il faut espérer que celles-ci seront prises en compte par les décideurs politiques.

